

**DIRECTION DIOCESAINE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE**

PÔLE STRATEGIQUE

Tél. 23.24.23 - Télécopie 23.24.22

Secrétariat : christelle.angibaud@ddec.nc



**Nouméa, le 01 février 2023**

N.Réf. : 23-I-D-DDEC-9

**NOTE DE SERVICE  
2023-08**

**A L'ATTENTION DES CHEFS  
D'ETABLISSEMENT  
DES PREMIER ET SECOND DEGRE**

**Objet : Relation école et parents d'élèves séparés ou divorcés**

Mesdames, Messieurs,

La DDEC est souvent interrogée sur les difficultés que vous pouvez rencontrer face à certains parents d'élèves, séparés ou divorcés, dans le cadre de l'exercice de leur autorité parentale.

Je rappelle que dans ces situations conflictuelles, **il est important de veiller à un strict respect du principe de neutralité, sans prendre parti pour l'un ou l'autre parent.**

L'objet de la présente note est de rappeler les règles qui prévalent en la matière et de préciser la conduite à tenir en cas de difficulté.

Elle reprend en partie les informations disponibles dans la brochure intitulée « L'exercice de l'autorité parentale en milieu scolaire » publiée par le MEN et disponible à l'adresse suivante :

<http://www.education.gouv.fr/cid55421/autorite-parentale-en-milieu-scolaire-publication-d-une-brochure.html>

**A – L'AUTORITE PARENTALE**

L'autorité parentale se définit comme l'ensemble des droits et devoirs conférés aux parents sur la personne de l'enfant mineur ou sur ses biens.

**L'EXERCICE CONJOINT DE L'AUTORITE PARENTALE EST DEvenu LE REGIME LEGAL POUR LES PARENTS MARIÉS, LES PARENTS VIVANT MARITALEMENT, SEPARÉS OU DIVORCÉS.**

A défaut de preuve contraire, c'est-à-dire tant qu'une décision contraire du juge aux affaires familiales ne vous aura pas été présentée, il faudra considérer que ce mode d'exercice s'applique à tous les parents.

C'est en effet aux parents qu'il appartiendra de vous informer d'une situation particulière (exercice exclusif de l'autorité parentale, garde alternée, changement de situation en cours d'année, ...).

**B – L'EXERCICE EN COMMUN DE L'AUTORITE PARENTALE DES PARENTS SEPARÉS OU DIVORCÉS**

L'Education nationale doit entretenir avec chacun des parents des relations de même nature, **leur faire parvenir les mêmes documents** et répondre parallèlement aux demandes d'information et de rendez-vous.

1) La grande majorité des décisions concernant la scolarité des élèves correspond à des actes dits **usuels**, pour lesquels le consentement d'un seul des parents est nécessaire, l'accord de l'autre parent étant alors présumé (article 372-2 du Code civil). En cas de désaccord, il appartient aux parents de saisir **le juge aux affaires familiales, seul compétent pour statuer sur ce type de litige.**

A défaut de liste préétablie, l'administration considère comme « actes usuels » l'inscription dans un établissement **public** ou la demande de délivrance d'un certificat de radiation. Attention, la primo-inscription dans un établissement privé est considérée comme un acte important nécessitant l'accord des deux parents.

**A l'inscription**, ou au moment où vous avez connaissance d'une situation de séparation, il conviendra de recueillir systématiquement :

- les coordonnées des deux parents (adresse, téléphone, mail),
- la copie de la dernière décision du juge aux affaires familiales qui fixe la résidence de l'enfant et précise les modalités d'exercice de l'autorité parentale.

En l'absence de ce document et en attendant que le juge prenne sa décision, il conviendra de procéder à l'inscription de l'enfant à titre provisoire à la demande du parent chez qui il est domicilié

2) Par ailleurs, certaines décisions requièrent l'accord des deux parents. Il s'agira essentiellement des **décisions d'orientation** ou du choix d'une langue vivante.

**RAPPEL :** La formule « certificat de radiation » n'a aucune valeur juridique pour un établissement privé. Il s'agit d'un document édité par un établissement public au départ d'un élève pour engager un nouveau processus d'affectation. La désinscription d'un élève ne peut qu'être constatée par le chef d'établissement privé qui n'a pas à donner son avis.

### C – EXERCICE UNILATERAL DE L'AUTORITE PARENTALE

Dans le cas très rare où un parent est seul à être détenteur de l'autorité parentale (l'autre parent n'ayant pas reconnu l'enfant ou s'étant vu, par jugement, totalement retirer son autorité parentale), c'est à lui qu'il appartient de justifier de cette situation exceptionnelle auprès de vous.

Sauf exception rare, même le parent qui n'exerce pas l'autorité parentale conserve le droit de **surveiller** l'entretien et l'éducation de son enfant et doit donc **être informé** des choix relatifs à sa vie (article 373-2-1 du Code Civil).

Dans cette hypothèse, vous veillerez à lui transmettre tous les documents relatifs à la scolarité de son enfant (bulletins scolaires, courriers concernant l'absentéisme, les sanctions disciplinaires, etc.) et à répondre à ses demandes d'information ou de rendez-vous.

La complexité de certaines situations familiales au regard de la loi nécessite de votre part une attention toute particulière quant aux informations recueillies lors de la constitution du dossier scolaire de l'enfant.

L'adjoint en charge de l'accompagnement des Etablissements et de la Pastorale reste à votre disposition en cas de difficulté particulière ou pour toute demande d'information complémentaire.

  
**Karen CAZEAU**  
**Directrice Diocésaine**